

« L'argent public doit aller à l'école publique »

Secrétaire générale de la FSU depuis février 2025, Caroline Chevé insiste sur l'importance de défendre un service public émancipateur et ambitieux, et rappelle l'urgence de se mobiliser pour des conditions de travail dignes, mais aussi contre les atteintes à l'État de droit et la diffusion des idées de l'extrême droite.

Propos recueillis par **ANNE ROGER**,
membre du bureau national

Les attaques sur la fonction publique sont nombreuses, les mobilisations ont pourtant débouché sur quelques victoires. Peux-tu nous en rappeler quelques-unes ?

La fonction publique est sous un feu roulant d'attaques. Elle est sans cesse accusée d'être un coût pour la nation, le personnel est caricaturé, parfois livré en pâture à l'opinion publique. Nos salaires ont décroché par rapport à l'inflation depuis dix ans, nous manquons des moyens nécessaires pour accomplir nos missions. Mais les mobilisations permettent de parer les plus mauvais coups et parfois même d'obtenir des avancées. La grève du 5 décembre 2024 a bloqué les trois jours de carence. Les mobilisations de la rentrée 2025 ont obligé le gouvernement à renoncer aux pires horreurs, comme l'augmentation des franchises médicales, la désindexation des pensions des retraités, et bien sûr la mesure fortement symbolique de décalage de la réforme des retraites de 2023 à 2028. Dans ce cadre, nous avons arraché une mesure pour les femmes fonctionnaires qui corrige pour la première fois une injustice issue de la réforme de 2003. Plus récemment, nous avons bataillé pour défendre l'accessibilité du temps partiel thérapeutique. Les résultats sont insuffisants bien sûr, notamment parce que la situation est intenable en matière de salaires, avec des millions d'agent-es dont le salaire va passer sous le smic au 1^{er} juin, fermant encore plus les perspectives de carrière. La mobilisation est indispensable.

Les idées et les pratiques de l'extrême droite se diffusent. Comment la FSU lutte-t-elle contre cette tendance ? Quel rôle les organisations syndicales peuvent-elles jouer pour contrer cette réalité et imposer une alternative ?

D'abord, un constat qui fait froid dans le dos : pendant longtemps le vote pour l'extrême droite dans la fonction publique et notamment le personnel de l'éducation et de l'enseignement supérieur était en décalage par rapport au reste de la population. Ce n'est plus vrai et les dernières élections européennes ont montré une normalisation progressive. Le déclassé salarial, le manque de reconnaissance, l'impuissance des politiques publiques, le discrédit de la classe politique, tout cela joue. C'est paradoxal, car l'extrême droite est l'adversaire de la fonction publique et des services publics, elle est à la fois très libérale et autoritaire. Notre rôle est de débusquer l'imposture de son discours, de convaincre le personnel qu'ils et elles ont tout à perdre à son arrivée au pouvoir. Sur chaque sujet, les salaires, le statut, les conditions de travail, les libertés publiques, nous travaillons à déconstruire son discours. À chaque fois que nous parvenons à défendre nos collègues, à gagner des droits, des améliorations même minimales, l'extrême droite recule. Aujourd'hui, l'urgence est d'obtenir une revalorisation de nos salaires qui pourrait redonner un peu de confiance aux agent-es et les sortir de la spirale du déclassé.

L'éducation, la même pour toutes et tous les Français-es, semble de moins en moins une priorité du gouvernement. Les établissements privés gagnent du terrain chaque jour, y compris dans l'enseignement supérieur. Comment la FSU se bat-elle au quotidien pour que cette éducation continue à concerner toutes et tous les jeunes Français-es ?

Pour la FSU, l'argent public doit aller à l'école publique, point. L'école publique est la seule qui accueille toutes et tous les élèves, qui ne sélectionne pas et qui a l'ambition d'amener

« La mixité sociale est bonne pour toute la jeunesse, il faut donner au système éducatif les moyens d'emmener les élèves le plus loin possible. »

le plus grand nombre à s'émanciper des déterminismes de toute sorte. Le privé prospère aujourd'hui sur la dégradation organisée de l'école publique et la recherche de l'entre-soi social. Au contraire, nous disons que la mixité sociale est bonne pour toute la jeunesse, qu'il faut donner au système éducatif les moyens d'emmener les élèves le plus loin possible. Cela suppose d'améliorer les conditions d'exercice du métier : moins d'élèves par classe, plus de dédoublements, des moyens pour la difficulté scolaire, et pour l'école inclusive aussi, qui ne peut pas continuer à se faire ainsi au rabais. Cela exige aussi que l'on forme plus et mieux les enseignant-es, au contact de la recherche, sans y voir avant tout des moyens d'enseignement. Cela suppose aussi de sortir de la crise des recrutements dans les métiers de l'éducation, et on en revient donc aux salaires.

Quels sont les autres sujets qui occupent la FSU en ce moment ?

L'égalité entre les femmes et les hommes est pour nous un objectif central qui traverse toute notre activité syndicale : l'égalité salariale d'abord, avec notamment la nécessité de faire reconnaître qu'un travail de valeur égale doit recevoir une rémunération égale – et on en est loin aujourd'hui, notamment dans la fonction publique, où les métiers très féminisés sont aussi les plus mal payés et les plus souvent à temps partiel. Et la lutte contre les violences au travail, dans la famille et dans toute la société, qui nécessite des politiques beaucoup plus ambitieuses, comme la grande loi-cadre contre les violences faites aux femmes que nous revendiquons avec nos partenaires.

Nous restons très vigilants sur le statut des fonctionnaires, et sur les retraites. La loi de transformation de la fonction publique de 2019 a fait des dégâts considérables, notamment en développant le recours à l'emploi contractuel en concurrence avec l'emploi statutaire. Les administrations le reconnaissent parfois à demi-mot, mais les solutions qui pourraient émerger ne vont pas forcément dans le bon sens. Aujourd'hui, le statut général des fonctionnaires est attaqué et il est aussi mal connu et faiblement défendu par les forces politiques qui devraient le faire.



© FSU

Caroline Chevé,
secrétaire générale de la FSU.

À chaque occasion, nous défendons le statut comme un outil moderne et adaptable, capable de répondre aux défis qui sont face à nous, écologiques, sociaux, politiques, si on s'en donne les moyens.

Un peu de la même manière, nous suivons avec attention le débat public sur les retraites. Il n'est pas rare que les retraites des fonctionnaires soient pointées comme un c t insoutenable pour la nation. Au contraire, la FSU défend l'idée qu'une amélioration du système de retraites par répartition, dans le système actuels, reste possible et qu'il s'agit de choix politiques avant tout. Les organisations syndicales doivent rester en état d'alerte permanent sur ces sujets.

Il y aussi les atteintes à l'état de droit, aux libertés publiques, à la liberté de la presse ou à la liberté académique. Avec nos partenaires en intersyndicale, avec les associations et notamment la Ligue des droits de l'homme, nous nous employons   dénoncer ces atteintes qui affaiblissent la démocratie. Par exemple, plusieurs volets de la loi de programmation militaire, concernant la recherche ou le droit du travail, posent problème et nous travaillons encore à les faire évoluer.

La période actuelle est faite de nombreux défis, la FSU cherche en permanence à construire les mobilisations les plus larges pour parvenir à les relever. ■

« Nous défendons le statut comme un outil moderne et adaptable, capable de répondre aux défis qui sont face à nous, écologiques, sociaux, politiques. »